



CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 20 juin 2023
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **60.568** Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque
(doc. parl. 7787)

- 2) **60.763** Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié
(doc. parl. 7885)

- 3) **60.779** Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion
(doc. parl. 7890)

- 4) **60.928** Projet de loi portant modification :
1° du Code civil ;
2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés
(doc. parl. 7968)

- 5) **61.036** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire
(doc. parl. 8014)

- 6) **61.212** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire
(doc. parl. 8104)

- 7) **61.270** Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil
(doc. parl. 8131)
- 8) **61.280** Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés
(doc. parl. 8124)
- 9) **61.316** Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail
(doc. parl. 8152)
- 10) **61.353** Projet de loi portant :
1° modification
a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;
b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ;
c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;
2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers
(doc. parl. 8169)
- 11) **61.371** Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg
(doc. parl. 8170)
- 12) **61.376** Projet de loi portant
1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve;
2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation;
3° modification du Code de procédure pénale;
4° modification du Nouveau Code de procédure civile;
5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués
(doc. parl. 8174)
- 13) **61.414** Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
(doc. parl. 8198)

- 14) 61.435** Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
(doc. parl. 8212)

- 15) 61.436** Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique
(doc. parl. 8211)

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets et proposition de loi

- 1) 50.091** Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite et modifiant :
1° le livre III du Code de commerce ;
2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ;
3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile ;
4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;
6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;
7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;
8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;
10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière
(*Amendements parlementaires du 14 mars 2022*)
(doc. parl. 6539A)

- 2) 52.692** Projet de loi sur les forêts et portant :
1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
2° abrogation de :
a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;
b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;
c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;

- d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;
- e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;
- f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;
- g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;
- h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;
- i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;
- j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;
- k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;
- l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;
- m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;
- n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;
- o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts ;
- p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;
- q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;
- r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

(Amendements parlementaires du 30 mai 2023)

(doc. parl. 7255)

3) 60.324

Projet de loi portant

- 1° introduction du recours collectif en droit de la consommation,
- 2° transposition de la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE, et
- 3° modification :
 - du Code de la consommation ;
 - de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;
 - de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;
 - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
 - de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
 - de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;
 - de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;
 - de la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des

clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE)
n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE
(*Projet initial + amendements gouvernementaux des 26 janvier et
16 septembre 2022*)

(doc. parl. 7650)

4) 60.708 Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

(doc. parl. 7860)

5) 60.886 Projet de loi relative aux aides individuelles au logement
(*Projet initial + amendements gouvernementaux des 20 mai et 26 septembre 2022*)

(doc. parl. 7938)

6) 61.122 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées
(*Amendements gouvernementaux du 17 mai 2023*)

(doc. parl. 8066)

7) 61.206 Projet de loi relative aux registres national et communaux des bâtiments et des logements

(doc. parl. 8086)

8) 61.247 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé
(*Amendements gouvernementaux du 5 juin 2023*)

(doc. parl. 8108)

9) 61.273 Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts
(*Amendement parlementaire du 25 mai 2023*)

(doc. parl. 8123)

10) 61.288 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

(doc. parl. 8121)

11) 61.354 Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg – Kirchberg

(doc. parl. 8154)

12) 61.377 Projet de loi portant modification :
1° du Nouveau Code de procédure civile ;
2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

(doc. parl. 8172)

13) 61.381 Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;
2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

- 4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
- 5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

(doc. parl. 8183)

- 14) 61.417** Projet de loi portant modification
- 1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
 - 2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

(doc. parl. 8202)

- 15) 61.434** Projet de loi
- 1° portant transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement ;
 - 2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(doc. parl. 8207)

- 16) 61.445** Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

(doc. parl. 8220)

- 17) 61.446** Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

(doc. parl. 8214)

- 18) 61.483** Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

(doc. parl. 8226)

- 19) 61.485** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

(doc. parl. 8230)

Projets de règlement grand-ducal

- 20) 61.289** Projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail des fonctionnaires et employés de l'État

- 21) 61.384** Projet de règlement grand-ducal portant abrogation:
- 1° du règlement grand-ducal du 14 avril 2003 déterminant les conditions et critères pour l'application de la taxe d'abonnement visée à l'article 129 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif ;

2° du règlement grand-ducal du 27 février 2007 déterminant les conditions et critères pour l'exonération de la taxe d'abonnement visée à l'article 68 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

22) 61.423 Projet de règlement grand-ducal portant organisation des recettes et dépenses liées aux formations organisées par l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant

1° le règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives

2° le règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives

23) 61.424 Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 30 avril 1985 concernant la commission consultative instituée avec la création de l'École nationale de l'éducation physique et des sports

24) 61.426 Projet de règlement grand-ducal relatif aux régimes d'aides prévus au Titre II de la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Projet d'arrêté grand-ducal

25) 61.304 Projet d'arrêté grand-ducal autorisant l'adhésion de la Ville de Rumelange en tant que membre au Groupement européen de coopération territoriale (GECT) « Alzette Belval » et approuvant le projet de convention modifiée et le projet de statuts modifiés de celui-ci